

Les crédits

Les pays industrialisés de cette région sont à la fine pointe des progrès technologiques et de l'amélioration de la productivité. Une relation plus étroite avec ces pays pourrait faire profiter les sociétés canadiennes favorables à de vastes coentreprises des fruits de leurs initiatives de recherche et de développement.

Accepter le principe d'une collaboration plus vaste entre les pays d'Asie du Pacifique et le Canada serait un bon début pour le développement d'une économie diversifiée et d'une prospérité durable pour 8 millions de Canadiens de l'Ouest et du Nord. Les transferts bilatéraux de compétences dans les domaines de la technique, de l'enseignement, de la gestion et autres sont particulièrement prometteurs.

De bonnes relations commerciales avec l'Asie du Pacifique serviraient de contrepoids politique et économique à la dominance des États-Unis, encore amplifiée par l'Accord de libre-échange.

Chaque année, des milliers d'immigrants entrent au Canada en provenance de l'Asie du Pacifique. Beaucoup sont des professionnels compétents ayant de nombreux contacts et une excellente connaissance des entreprises commerciales de leur pays d'origine. Beaucoup d'autres viennent ici avec un visa d'étudiant pour faire leurs études dans nos universités et collèges. Beaucoup de gens en Asie voient l'Amérique du Nord comme un endroit exceptionnel pour investir. Une stratégie du commerce avec l'Asie du Pacifique doit essayer d'inciter plus d'entreprises de toutes importances à accorder plus d'attention à l'investissement direct dans notre pays.

• (1640)

Notre accord de libre-échange, comme tout le monde sauf le gouvernement le sait, s'est révélé très épineux, c'est le moins qu'on puisse dire. Après trois ans, il est maintenant clair que le Canada devra soit adapter ses institutions économiques, sociales et politiques à celles de notre partenaire plus puissant, soit regarder un secteur manufacturier autrefois prospère disparaître. Il est difficile de voir comment le Canada pourrait atteindre une stature réellement mondiale dans le cadre d'un bloc commercial très local.

Une des économistes les plus en vue au Canada, Sylvia Ostry, a parlé de la faible compétitivité canadienne dans les termes suivants: «Le fait de poursuivre une stratégie purement nord-américaine ne peut être un gage de sécurité.»

Aujourd'hui, les Canadiens de l'Ouest, et je crois tous les Canadiens, ne veulent plus que l'on élabore des politiques commerciales axées sur l'Europe et sur les États-Unis. Même si notre voisin du Sud s'est toujours avéré pour le Canada un partenaire précieux et respecté, ce sont les pays situés de l'autre côté de l'océan Pacifique qui ont redéfini l'ordre économique international de l'avenir.

L'année dernière, 80 p. 100 de tout le commerce d'exportation entre le Canada et cette région était attribuable aux quatre provinces de l'Ouest. En comparaison, ces provinces ne comptaient que 22 p. 100 des exportations vers les États-Unis. La proximité de l'Ouest avec les ports du Pacifique favoriserait nettement les intérêts des entreprises de fabrication et des industries de haute technologie qui cherchent à établir des usines pour fabriquer des marchandises à exporter en Asie.

Le Japon est devenu le deuxième partenaire commercial du Canada qui lui a exporté pour plus de 8 milliards de dollars en 1990, immédiatement après les États-Unis. Selon les fonctionnaires du commerce extérieur, le Japon deviendra le principal partenaire commercial de la Colombie-Britannique cette année.

De plus, 54 p. 100 de tous les immigrants qui viennent au Canada en provenance des pays asiatiques du Pacifique s'établissent dans les quatre provinces de l'Ouest. Comme je l'ai déjà mentionné, bon nombre d'entre eux sont des entrepreneurs très énergiques qui peuvent faire beaucoup pour nous aider à accroître notre commerce avec leurs pays d'origine.

Enfin, les grandes entreprises des pays asiatiques du Pacifique considèrent le Canada comme un pays où il est excellent d'investir des capitaux et d'acquérir des titres. Pourtant, les entreprises canadiennes ne semblent généralement pas assez dynamiques pour aller chercher ces capitaux et ces débouchés. Cette situation persiste, même si les investissements directs que le Canada reçoit de Hong Kong seulement ont atteint une valeur de 4,1 milliards de dollars en 1990.

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du député est maintenant écoulé.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter mon collègue pour son discours. Il a signalé la nécessité pour le Canada de diversifier ses échanges commerciaux et de les étendre, surtout dans la région du Pacifique où les débouchés sont énormes. Il a ajouté qu'il s'agit là d'un marché naturel pour la Colombie-Britannique ainsi que tout l'ouest du pays et que cela profitera, bien entendu, à tout le Canada à long terme.

Durant le dernier débat sur le libre-échange, celui sur l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les députés de notre parti ont exprimé de graves craintes au sujet des négociations à l'époque, car nous étions persuadés que l'entente allait exercer d'énormes pressions sur les programmes sociaux canadiens et allait conduire à l'harmonisation des programmes sociaux canadiens avec les programmes américains. Nous étions conscients alors que, dans de nombreux États américains, il n'existe pratiquement aucun programme d'assurance-chômage, d'assurance-maladie et d'hospitalisation et que, dans l'ensemble, aux États-Unis, les mesures de